

les progrès accomplis à ce jour - et ceux qui devront être faits dans l'avenir - sont menacés. Le ministre des Finances de la Tchécoslovaquie, monsieur Klaus, m'a avoué en novembre que cette crise avait anéanti son plan de réforme économique et coûté des milliards de dollars à son pays. Saddam Hussein ne déstabilise pas seulement la région du Golfe. Il ébranle aussi l'Europe de l'Est, et l'Afrique, et l'Asie et l'Amérique latine.

Certains suggèrent plutôt de traiter avec Saddam. Laissons-le remporter d'autres victoires pour justifier son agression, disent-ils. Mais ce serait là le récompenser de son geste et inviter d'autres conflits et d'autres tyrans. Ce serait aussi absurde que de dire à un voleur de banque : «Tu peux garder l'argent volé ou nous le remettre contre de l'or». La loi et l'ordre public s'écrouleraient si les sociétés agissaient de cette façon. Ce n'est pas différent au plan international.

En ce moment même, on discute à New York des plans proposés par la France et par d'autres États. Ces plans contiennent des éléments positifs, bien que certains détails importants doivent encore être clarifiés. Ces propositions ressemblent fort à une proposition que le Premier ministre avait présentée au Secrétaire général avant son départ pour Bagdad. Cette proposition, une proposition canadienne, contenait les éléments suivants:

- une garantie internationale protégeant d'une attaque toutes les frontières de la région du Golfe;
- la mise en place d'un processus de règlement des différends entre l'Iraq et le Koweït;
- le départ d'Arabie saoudite de toutes les forces extérieures à la région et la création d'une force de maintien de la paix formée principalement d'États arabes;
- un ferme engagement de principe pour la mise en place d'un processus visant à régler les autres questions au Moyen-Orient.

Ces dispositions sont le fondement des propositions qui sont actuellement à l'étude. Ce qui manque maintenant, et ce qui a toujours manqué, c'est le geste qui mettrait le mécanisme en branle : l'engagement de l'Iraq à se retirer du Koweït et son retrait effectif et total de ce pays. Où est donc la réponse de l'Iraq?

Monsieur le Président, on nous dit qu'il y a d'autres façons de faire sortir Saddam Hussein du Koweït. Cela fait 167 jours que notre gouvernement, et le monde entier, s'efforce de trouver un moyen de l'en faire sortir sans conflit. Si quelqu'un